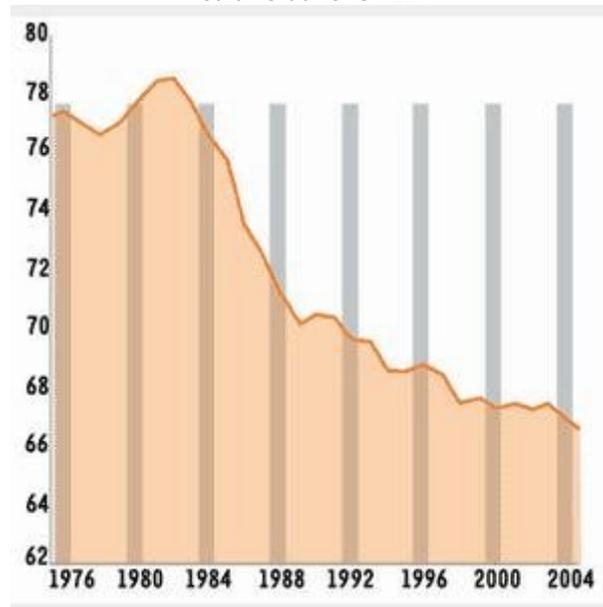


Deux mesures économiques centrales¹

auteur : [Lomig](#) – [approximations.fr](#) – [débat en cours](#)

L'auteur tient à préciser que ses propos ne reflètent que son opinion.

A partir d'un même constat, celui de l'appauvrissement des Français, relativement au PIB, celui d'une inégalité de plus en plus forte qui pénalise les salariés et arrange les actionnaires, qui est la part du salaire dans le PIB:



A partir de cette courbe, on observe une chute de 12% entre 1982 et 2006. Cela s'explique en particulier par la loi de réglementation financière de 1986, et nous proposons de l'abroger. ça représente 190 milliards d'euros par an qui rémunèrent le capital au lieu d'aller dans les salaires et les services publics...

Ensuite, nous avons décidé de taxer les revenus actionnaires trop importants avec le SLAM:

"Tous calculs faits, il est apparu que dans le cas des Etats-Unis, paradis de la finance s'il en est, les prélèvements de dividendes et de buy-backs sont devenus supérieurs aux injections de capitaux frais, de sorte que la contribution nette des marchés d'actions au financement des entreprises est maintenant... négative !"

L'idée du SLAM est de limiter les revenus démesurés de la finance. La norme actionnaire exige 15% de taux de profit dans les grandes entreprises. Cela a bien entendu des effets positifs, tels que faire gagner énormément d'argent aux actionnaires de ces entreprises, mais pénalise l'entreprise qui a une marge de manœuvre extrêmement courte et les employés qui sont payés au lance-pierre. L'économie financiarisée repose de plus en plus sur une bulle spéculative où le travail est dévalorisé et le "risque" extrêmement rentable.

L'entreprise devient tributaire de quelques généreux donateurs qui n'attendent en échange qu'un gain illimité. Le SLAM, (Shareholder Limited Authorized Margin ou Marge actionnaire limite autorisée), rendrait possibles de nouveau les initiatives des patrons de ces entreprises industrielles, permettrait un dégel des salaires, c'est-à-dire une hausse claire et nette des salaires, et aussi un investissement en R&D et en part socialisée de revenus.

Avec cette idée de Frédéric Lordon, d'autres professeurs d'économie ont avancé des idées intéressantes comme celle de l'appliquer aussi à l'épargne, ce qui aura pour effet de relancer la consommation et d'éviter une société de rentiers, mais aussi de faire éclater la bulle immobilière qui

¹ Ce texte était dans le cadre d'un débat sur un jeu politique fictif présentant des programmes provenant des membres. Le SLAM était un des concepts du parti fictif pour lequel l'auteur a écrit ce texte. Les analyses et les chiffres sont néanmoins réels, d'où la pertinence, il me semble, d'un tel texte. ([elsp](#), webmaster).

profite à pas grand monde. Aussi, c'est à la source que serait retenu le SLAM, chez les courtiers. Pour ceux qui seraient tenter de fuir ou de trouver une autre solution, on applique la règle simple, déjà en application au niveau des entreprises qui dit que si vous voulez vendre sur le marché français, vous suivez la loi française.

Quant à ceux qui pensent que cela risque de noyer petit-à-petit les entreprises face à la concurrence internationale, il est bon de rappeler que les entreprises fonctionnent marginalement avec des fonds propres externes et que les risques sont minimes. Au contraire, c'est une libération pour les entreprises.

Pour ceux qui craignent que cela désincite aux initiatives et aux prises de risque entrepreneuriales, au contraire les règles imposant des contraintes de rentabilité délégitimant certaines idées ou propositions, elles retrouveraient leur place.

Voilà pour la première idée.

Pour la seconde, il s'agit de créer 1.6 millions d'emplois grâce à une réforme du temps de travail qui sera porté à 32h hebdomadaires. Le nombre d'heures nécessaires pour travailler a énormément baissé. Plutôt que de faire peser toute la machine sociale sur les chômeurs, où ceux qui travaillent à pleint emps ont une vie, et les autres galèrent, il faut répartir le travail dans al société. La moyenne de temps de travail d'un emploi Borloo est de 14h. Une personne en intérim bosse en général 3 jours. Bref, il y a un gros problème de répartition des richesses par le travail. Il ne s'agit pas de dire qu'il faut travailler plus car la morale nous le demande, mais de constater que nous avons besoin de travailler moins pour produire autant, voire plus qu'avant.

Citation

en trente ans, l'économie française produit 70% de plus avec 10% de travail en moins. Depuis 1974, le total des heures travaillées (tous secteurs confondus) est passé de 41 milliards d'heures à 36,9 Mds (Insee). Mais, dans le même temps, la population active disponible passait de 22,3 à 27,4 millions de personnes. Le travail nécessaire à l'économie baisse de 10% mais le nombre de personnes disponibles augmente de 23%. Un écart de 33% s'est creusé entre l'offre et la demande de travail.

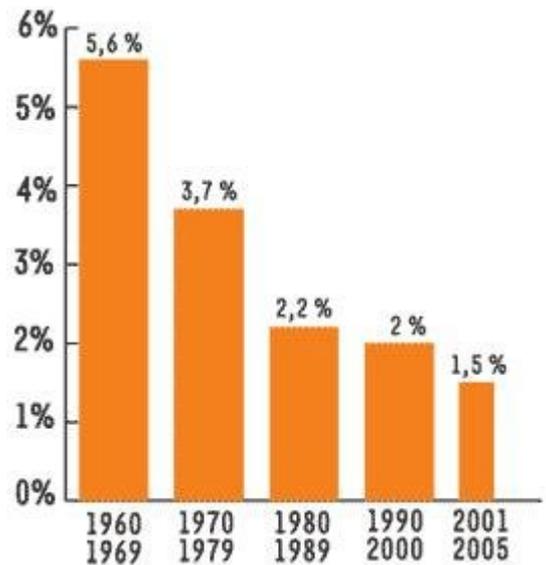


Avec cette productivité, Jacques Marseille dit même qu'il suffirait de baisser notre productivité pour la mettre au même niveau que le Japon ou le Royaume-Uni pour créer 5 millions d'emplois! Ce n'est pas cela que nous visons, mais plutôt la répartition du travail! Et c'est aussi l'avis de Thomas Piketty!

Au-delà de cela, il faut constater que la compétitivité de la France n'est pas en cause, puisque les investisseurs étrangers lui font plus confiance qu'à n'importe quel autre pays (sauf la Chine). Ce n'est pas non plus la croissance qu nous sauvera, étant donnée qu'elle a été de 1.5% par an de 2001 à 2005 et que les analyses prévisionnelles prévoient un taux, très optimiste, de 0.8% de

croissance par an. La croissance, dogme et idéologie d'une consommation à outrance, pousse aussi le pays à des efforts de plus en plus coûteux... pour rien.

évolution de la croissance en france:



Ainsi, espérer relancer la croissance est illusoire et en sert que des chimères. c'est en utilisant de leviers bien plus complexes qui jouent sur le chômage et la répartition des richesses que l'on pourra changer les choses et financer les réformes qui nous manquent!

A cela, ajoutons que le temps de travail en France est le plus haut d'Europe avec 38.8h/semaine, tous actifs travaillant comptant, pour 33.7h aux USA et 29.9h/semaine au Danemark, le pays où le chômage est le plus bas en Europe.

Ainsi, il ne faut pas se poser la question du temps de travail en termes d'augmentation VS diminution, mais celui de QUELLE diminution? une diminution par la précarité ou une diminution par des conventions collectives qui redonnent à chaque citoyen une place dans la société?

Vive la semaine de 32h!

Lomig.